



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

DIRECTION DU SYSTEME D'INFORMATION

ACCORD-CADRE RELATIF À LA COORDINATION ET PILOTAGE DU MARCHÉ D'INFOGERANCE (CENTRE DE SUPPORT NIVEAU 1)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la
commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

N° 2025-9270-011

Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur une prestation de coordination et de pilotage du marché d'infogérance (centre de support niveau 1) de l'Office national des forêts.

Pouvoir adjudicateur

L'ONF est l'Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Paris RCS dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 MAISONS-ALFORT, ci-après désigné l'ONF.

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Madame la Directrice du Système d'Information de l'Office National des Forêts au siège de l'établissement.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHÉ	4
1.3.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHÉ.....	4
1.4.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.....	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	4
2	CADRE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.2.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
2.3.	PRESTATIONS NON PREVUES	4
3	CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	5
3.1.	STRUCTURE DU MARCHÉ	5
3.1.1.	<i>Décomposition en lots.....</i>	<i>5</i>
3.1.2.	<i>Décomposition en tranches.....</i>	<i>6</i>
3.1.3.	<i>Prestations supplémentaires éventuelles et variantes.....</i>	<i>6</i>
3.2.	DURÉE DU MARCHÉ	6
3.3.	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ.....	6
4	CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	6
4.1.	MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE	6
4.2.	SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE.....	7
4.3.	ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE.....	7
5	ADMISSION - AJOURNEMENT – REFACTION- REJET	7
6	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....	7
6.1.	UNITÉ MONÉTAIRE	7
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX	7
6.3.	VARIATION DES PRIX.....	8
6.4.	CLAUDE DE REEXAMEN, PRESTATIONS NON PREVUES	8
6.5.	MODALITES DE FACTURATION.....	8
6.5.1.	<i>Mentions sur les factures</i>	<i>8</i>
6.5.2.	<i>Transmission des factures</i>	<i>9</i>
6.6.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	10
6.6.1.	<i>Avance.....</i>	<i>10</i>
6.6.2.	<i>Acomptes.....</i>	<i>10</i>
6.6.3.	<i>Paiement des sous-traitants</i>	<i>10</i>
6.6.4.	<i>Délais de paiement.....</i>	<i>10</i>
6.6.5.	<i>Intérêts moratoires.....</i>	<i>11</i>
6.6.6.	<i>Comptable assignataire</i>	<i>11</i>
6.6.7.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	<i>11</i>
8	PENALITES.....	11
8.1.	DISPOSITIF DE PENALITES.....	11
8.2.	PENALITES POUR RETARD.....	11
8.3.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	19
8.4.	MODALITES DE MISE EN OEUVRE.....	20
9	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	20
	<i>Préambule – précisions terminologiques :</i>	<i>20</i>

	<i>Description du traitement de données à caractère personnel</i>	<i>21</i>
	<i>Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)</i>	<i>13</i>
	<i>Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD).....</i>	<i>13</i>
	<i>Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD).....</i>	<i>22</i>
	<i>Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....</i>	<i>14</i>
	<i>Mesures de sécurité</i>	<i>142</i>
	<i>Sort des données (article 28.3.g du RGPD)</i>	<i>16</i>
	<i>Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD).....</i>	<i>16</i>
	<i>Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD).....</i>	<i>16</i>
	<i>Documentation (article 28.3.h du RGPD).....</i>	<i>17</i>
	<i>Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire ;</i>	<i>17</i>
10	PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
11	DROIT, LANGUE.....	17
12	ASSURANCE.....	18
13	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	18
13.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	18
13.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	18
13.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	18
14	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	18
16	LITIGES.....	19
17	RESILIATION DU MARCHE	19
18	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	19

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

L'ONF est l'Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Paris RCS dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 MAISONS-ALFORT, ci-après désigné l'ONF.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Madame la Directrice du Système d'Information de l'Office National des Forêts au siège de l'établissement.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est l'adjoint au chef de département, responsable coordination et pilotage projets du département solutions techniques et sécurité de l'ONF.

Stéphan MARCHAL
23 bis boulevard bonrepos
31000 Toulouse
Email: stephan.marchal@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique

La personne habilitée à donner les renseignements est monsieur le chef du Département achats patrimoine et services généraux au sein de la direction économique et financière de l'Office national des forêts à la direction générale de l'établissement :

Anthony MERCIER
2 bis avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort
Email : sg-p@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est l'Agent Comptable Principal de l'ONF au siège de l'établissement.

2 CADRE DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur une prestation de coordination et de pilotage du marché d'infogérance (centre de support niveau 1) de l'Office national des forêts.

2.2. Marchés de prestations similaires

En application de l'article R2122-7, l'acheteur peut passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux travaux ou services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

2.3 Prestations non prévues

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés au BPU et s'exécutera aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces fournitures ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix correspondants seront créés par bon de commande et pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

Le BPU sera éventuellement modifiée en conséquence.

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 10% du total des lignes du BPU pour la durée maximum du marché. Au-delà de ce pourcentage, la clause de réexamen sera appliquée et permettra la création de prix à hauteur de 50 % maximum. Les modifications seront intégrées par voie d'avenant.

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Structure du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté à bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur selon les dispositions des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre sera passé sans un montant minimum et un montant maximum de commandes fixé comme suit :

Montant minimum sur la durée du marché	Montant maximum sur la durée du marché
sans	100 000 € HT

3.1.1. Décomposition en lots

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots juridiques, son objet ne permettant pas l'identification de lots distincts.

L'accord-cadre porte les sept prestations désignées ci-après :

Prestation	Désignation
1	Prise de connaissance
2	Pilotage des prestations d'infogérance
3	Contrôle qualité
4	Plan d'amélioration et plan de progrès
5	Calcul des pénalités
6	Tour de contrôle complémentaire
7	Réversibilité

3.1.2. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3.1.3. Prestations supplémentaires éventuelles et variantes

Les variantes ne sont pas autorisées et il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

3.2. Durée du marché

La durée du présent accord-cadre commence à partir de la date de notification jusqu'au 6 mars 2026.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à quatre mois maximum.

3.3. Documents constitutifs de l'accord-cadre

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement avec son annexe 1 le Bordereau des Prix Unitaires et les éventuels avenants ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le C.C.A.G - PI arrêté du 30 mars 2021 - NOR : ECOM2106874A publié au JO du 1 avril 2021 ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- les bons de commandes émis dans le cadre du présent marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance.

A noter, le CCAG-PI étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de l'ONF, font seuls foi.

4 CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Toutes les prestations sont commandées au titulaire par bon de commande émis par le représentant de la Direction des systèmes d'information et adressé par courriel au titulaire, la date de l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Les commandes sont adressées au titulaire par l'ONF soit :

- sur la base des prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires.

4.1. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande modificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'ONF, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du démarrage de l'exécution du ou des bons de

commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie sur pièces des préjudices causés par cette modification.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'ONF.

4.2. Suspension d'un bon de commande.

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution par courrier électronique pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande modifiant le ou les bons de commande suspendus, soit annuler le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

4.3. Annulation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en annuler l'exécution. L'ONF en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'annulation du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, celle-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du début de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas ; l'annulation d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'ONF.

5 ADMISSION - AJOURNEMENT – REFACTION- REJET

Les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises en application de l'article 29 du CCAG-PI.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

Le marché prend la forme d'un marché à bons de commande, les prix sont unitaires et forfaitaires (voir le BPU).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de déplacement des ressources du titulaire en région Ile de France sont compris dans le prix des prestations.

Seuls les déplacements sur un site de l'ONF (hors région Ile de France) sont, après avoir été préalablement autorisés par écrit par l'ONF, remboursés par l'ONF en application de la réglementation des frais de déplacements en vigueur au sein de l'ONF.

Ils incluent l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations contractuelles du titulaire, notamment liés à la livraison et à la garantie.

6.3. Variation des prix

Les prix sont fermes sur toute la durée du marché.

6.4. Clause de réexamen, prestations non prévues

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché devaient intervenir, les parties pourront convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent marché. L'application de la présente clause de réexamen peut notamment conduire à l'ajout d'unités d'œuvre au bordereau des prix unitaires.

L'avenant issu de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou les caractéristiques substantielles des prestations.

Le BPU sera modifié en conséquence.

6.5. Modalités de facturation

Prestation	Facturation
Toutes les prestations	❖ A la livraison finale validée de l'UO, après service fait.

6.5.1. Mentions sur les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Date de la facture,
- numéro de facture,
- identité du titulaire :
 - o dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel),
 - o adresse du siège social,
 - o adresse de facturation (si différente),
 - o numéro de Siren ou Siret, code NAF, et :
 - ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants),
 - numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans).
 - o forme juridique et capital social (pour les sociétés),
 - o référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement).
- Identité de l'ONF (voir infra : mentions spéciales Chorus Pro) et :
 - o adresse du service ayant passé la commande,
 - o adresse de facturation (si différente),
 - o numéro de Siren ou Siret.
- Renseignements propres à la prestation :
 - o description détaillée de la prestation,
 - o numéro du marché (voir infra : mentions spéciales Chorus Pro),
 - o numéro de la commande (voir infra : mentions spéciales Chorus Pro),
 - o les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
 - o les quantités si pertinent,
 - o le montant total HT et TTC.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées.

6.5.2. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

➤ Facturation électronique : via l'outil Chorus Pro.

L'utilisation par les titulaires du portail CHORUS Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics est obligatoire. Après inscription il permet de :

- Déposer ou suivre une facture,
- Suivre le traitement de ses factures,
- Ajouter de pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.

Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Pour toute question, et sous réserves de modifications, le titulaire est invité à utiliser les moyens suivants :

- sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>, :
 - o **Le Livechat** permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés),
 - o **Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA »** disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »),
 - o **Saisir une sollicitation :**
 - En mode connecté : **Saisir une sollicitation** (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro,
 - en mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro.
- Le site d'aide et d'information : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

➤ Mentions spéciales Chorus Pro.

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX ou 2025-9270-011
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.

- Numéro d'identification :
662 043 116 04119 pour le siège de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande si différent.
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.6. Modalités essentielles de paiement

6.6.1. Avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance de 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché lui sera versée. Les règles relatives aux avances sont fixées par l'article R.2192-24 du code de la commande publique.

6.6.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.6.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.6.4. Délais de paiement

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de 60 jours maximum.

Le paiement se fait par virement administratif.

Les modalités de calcul du déclenchement du délai de paiement sont précisées aux articles R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

6.6.5. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (voir articles L.2192-12 à L.2192-14 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.6.6. Comptable assignataire

Le comptable assignataire de la dépense est mentionné sur l'acte d'engagement.

6.6.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

7.1 Pénalités pour retard

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et une suspension ou une prolongation de délai sera automatiquement accordée au titulaire pour une durée égale au retard.

7.2 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

7.3 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, pour fournitures défectueuses, fournitures/prestations non conformes, manquantes ou pour retard de livraison ou de réalisation des prestations, les réfections et toutes mesures modifiant les prix seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

8 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le présent marché public comporte des traitements de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données personnelles est Madame Valentine BARRAULT Directrice adjointe de la direction des affaires juridiques (dpo@onf.fr).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données» RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) :

Nature et la finalité des traitements	<p>I. Traitements liés à la fourniture des services prévus au contrat principal (art. 28 3 a) du RGPD).</p> <p>Les données personnelles permettent :</p> <ul style="list-style-type: none">- de nommer et identifier un gestionnaire des dossiers coté ONF,- d'identifier le bénéficiaire de la concession ou contrat d'occupation temporaire.
Type de données à caractère personnel	<ul style="list-style-type: none">- Données nécessaires à la création des comptes utilisateurs, par exemple, les nom, prénoms, numéro d'identification, adresse email, les intitulés des formations suivies, les formulaires d'évaluations, des informations génériques personnelles, les adresses IP- celles mentionnées dans les concessions, ou contrat d'occupation temporaires soit<ul style="list-style-type: none">o a minima : prénom, NOM, adresse postale,o plus rarement : numéro de contrat, coordonnées bancaires, courriel, pièce d'identité, contrat.-
Catégories de personnes concernées	<p>I. Tous les personnels gestionnaires coté ONF (salariés, stagiaires, intérimaires, ...),</p> <p>II. tous les bénéficiaires de la concession ou contrat d'occupation temporaire.</p> <p>I</p>

Durée des traitements (c'est-à-dire durée au-delà de laquelle les données sont effacées au titre du « droit à l'oubli »)	Durée d'utilisation du logiciel.
--	----------------------------------

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Voir article mentionné.

Obligation de l'acheteur (article 24 du RGPD)

L'acheteur est seul titulaire des droits sur les Données traitées dans le cadre de l'utilisation de la Solution. Il en est donc en conséquence seul responsable, ainsi que de leur exactitude.

Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, l'acheteur met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au règlement général sur la protection des données. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire. Les mesures comprennent la mise en œuvre de politiques appropriées en matière de protection des données.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

L'ONF décide de faire application de l'Option 1 prévue aux articles 13 à 15 du RGPD détaillée ci-après :

☒ Option 1

Il appartient à **l'acheteur** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

☐ Option 2

Il appartient **au titulaire** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le

règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de **48 heures** après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible **72 heures** au plus tard après en avoir pris connaissance.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Menaces pesant sur la protection des données personnelles	Mesures préventives prises par le titulaire M1, M2, ...	Mesures prises par le pouvoir adjudicateur
une destruction fortuite ou illicite	M1 : Procédure d'effacement : des outils sont mis à disposition du pouvoir adjudicateur afin de procéder à l'effacement des données à caractère personnel.	
une perte fortuite	M1 Le titulaire maintien des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction. M2 le titulaire met en place les dispositifs de sauvegarde nécessaires à la protection des données	M1 le pouvoir adjudicateur maintien des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction. M2 le pouvoir adjudicateur met en place les dispositifs de sauvegarde nécessaires à la protection des données
une altération	M1 le titulaire maintien des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction. M2 le titulaire met en place les dispositifs de	M1 le pouvoir adjudicateur maintien des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction. M2 le pouvoir

	sauvegarde nécessaires à la protection des données	adjudicateur met en place les dispositifs de sauvegarde nécessaires à la protection des données
une divulgation à un tiers qui n'a pas à les connaître	<p>M1 Formation et sensibilisation du personnel du titulaire : Un processus de sensibilisation du personnel de le titulaire a été mis en place au sein de l'organisation.</p> <p>M2 Engagement de confidentialité : Les employés sont soumis à une clause de confidentialité intégrée à leur contrat de travail.</p>	<p>M1 : Mot de passe : Pour accéder aux pages web HTTPS</p> <p>M1 Formation et sensibilisation du personnel du pouvoir adjudicateur Un processus de sensibilisation du personnel est mis en place au sein de l'organisation.</p> <p>M2 Engagement de confidentialité : Les agents sont soumis à une clause de confidentialité intégrée à leur contrat de travail, ou dans les statuts de la fonction publique.</p>
un accès non autorisé aux locaux,	M1 Sécurité des locaux : L'accès aux bureaux de l'entreprise nécessite un badge ;	M1 Sécurité des locaux : L'accès aux bureaux de l'entreprise nécessite un badge ;
un accès non autorisé aux données	M1 le titulaire maintien des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.	M1 le pouvoir adjudicateur maintien des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.

Nature des mesures de sécurité des systèmes d'information et des traitements :	Mesures prises par le titulaire	Mesures prises par le pouvoir adjudicateur
Pseudonymisation et/ou chiffrement des données à caractère personnel	M1 Mots de passe non stockés	
Confidentialité des systèmes et traitements	M1 le titulaire maintien des mesures de sécurité visant à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.	
Moyens pour assurer l'intégrité des systèmes et traitements	M1 le titulaire maintien des mesures de sécurité visant	

	à protéger les données personnelles des accès non autorisés, d'un usage malveillant, de modifications, perte ou destruction.	
Moyens pour assurer la disponibilité et la résilience (capacité d'un système ou d'une architecture réseau à continuer de fonctionner en cas de panne)	M1 Certification : - Data center Tier3+ - Backup - RTO/RPO	
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	M1 - Data center Tier3+ - Backup - RTO/RPO	
Procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement	Les procédures sont revues périodiquement et mises à jour conformément à l'évolution permanente des objectifs de sécurité. Les procédures et mesures de contrôle sont audités annuellement	
Mesure d'"accountability" (capacité à rendre compte de la conformité au RGPD en cas de contrôle par la CNIL)	M1 CMDB CMC + traçabilité des changements M2 Traçabilité des accès aux plates-formes	

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

- **renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur, dans le cadre de la réversibilité.**

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses éventuels sous-traitants.

Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire a désigné la personne dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement comme étant son délégué à la protection des données conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du

règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire ;

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ; Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

9 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ONF est seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins des marchés auquel ce dernier pourrait avoir accès. À la stricte fin de permettre aux titulaires d'effectuer les prestations objets du marché, l'ONF lui concède le droit d'utilisation, de copie et de modification, dans la limite de la durée du marché et pour les besoins uniques des prestations et sur l'infrastructure matérielle du titulaire ou de l'ONF.

Il est fait application d'article 35 du CCAG PI, portant sur le régime des résultats.

10 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

11 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

12 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

14.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

14.2 Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatif au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

14.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

15 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

16 LITIGES

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

17 RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG- pi.

18 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.